



# Confédération Nationale du Travail Fédération des Travailleuses·eurs de l'Éducation

fede-educ@cnt-f.org - www.cnt-f.org/fte  
33 rue des Vignoles - 75020 Paris

## L'école publique a besoin d'un plan d'urgence de la maternelle aux universités.

La colère est profonde. Elle s'est exprimée dès le jour de la rentrée lundi 2 novembre, sans tenir compte des injonctions contradictoires du ministre. C'est exceptionnel. Plusieurs collectifs de personnels, profs et vie scolaire dans les collèges et lycées, ont pris le temps nécessaire pour rendre un hommage digne à notre collègue assassiné, refusé de reprendre les cours ou organisé au mieux l'accueil des élèves dans un contexte sanitaire devenu anxiogène. Mardi 3 novembre, ce sont les lycéen·ne·s qui ont pris le relais pour dénoncer un protocole sanitaire inapplicable. A Paris, en banlieues, en régions, ils et elles ont bloqué leur établissement. Droit de retrait, grèves se sont ensuite multipliées. Jeudi 5 novembre, plusieurs rassemblements étaient organisés devant les directions académiques...

La novlangue du ministre est devenue insupportable. Ses larmes de crocodile quand nous sommes sous le choc de l'assassinat de Samuel Paty ; son silence quand Christine Renon nous a quittées ; son mépris quand il charge ses recteurs de sanctionner les collègues qui se mobilisent contre la casse organisée de l'école publique ( loi Blanquer, réformes des lycées pro et généraux, du bac, Parcousup, loi sur la recherche) ; sa violence quand il accepte la matraque ou l'humiliation des lycéen·ne·s qui s'opposent à ces mesures ; ses discours empruntés à l'extrême-droite quand il ose défendre la République...

### **Cela suffit.**

La crise sanitaire a révélé les insuffisances structurelles de l'école publique : locaux inadaptés, moyens humains insuffisants.

### **L'école publique a besoin d'un plan d'urgence : de la maternelle aux universités.**

Jeudi 5 novembre, dans un courrier électronique envoyé aux chefs d'établissement, si Blanquer donne son accord pour l'organisation de demi-groupes dans les lycées, s'il annule également les épreuves communes du nouveau bac, les E3C, pour cette année scolaire, il ne renonce pas au développement de « l'école numérique » en maintenant l'obligation de « 50% d'enseignement » en « distanciel », comme il aime à qualifier cette école qui n'en est plus une et qui accroît les inégalités.

Pour les collèges, les demi-groupes sont encore refusés. Rien n'est annoncé pour les écoles.

Depuis mars, rien n'a été vraiment préparé ou organisé. Rien n'a été vraiment engagé pour anticiper la reprise de l'épidémie :

- pas de recrutement de personnels afin d'alléger les effectifs des groupes classes. C'est la seule logique comptable quant à la rentrée des fermetures de classes ont été imposées dans le primaire ;
- pas d'embauche de personnels de toutes catégories à la hauteur des besoins : agents d'entretien, AED, AESH, médecins et infirmiers scolaires, assistantes sociales.
- aucun travaux d'aménagements des locaux...

### **Pour Blanquer, pour Macron, l'école reste une garderie nationale, la garderie du Medef**

#### **Exigeons un plan d'urgence avec :**

- ★ le recrutement d'enseignants et enseignantes, à commencer par les candidat·e·s admis·e·s sur les listes complémentaires des concours ;
- ★ des embauches de personnels de toutes catégories à la hauteur des besoins : agents d'entretien, AED, AESH, médecins et infirmier·e·s scolaires, assistantes sociales, services de médecine de prévention ;
- ★ la mise en place immédiate d'une réduction des effectifs dans les établissements pour limiter les brassages ;
- ★ un aménagement en conséquence des programmes et du calendrier des examens, comme cela a commencé à être fait pour les 3 sessions d'épreuves d'E3C ;
- ★ La suppression du jour de carence ainsi que la reconnaissance de la COVID-19 en tant que maladie professionnelle.

## **Toutes et tous en grève mardi 10 novembre**